POLE COHESION SOCIALE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA CREUSE

ARRETE N° 2025-099

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et plus exactement les articles L 312-1, L313-1 à L 313-9 relatifs aux autorisations, R 313-1 à R 313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico sociaux, D 313-11 à D313-14 relatifs aux contrôles de conformité des établissements et D 316-1 à D 316-6 relatifs aux lieux de vie et d'accueil ;

Vu la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu le décret n°2004-1444 du 23 décembre 2004 relatif aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement des lieux de vie et d'accueil mentionnés au III de l'article L312-1 du code l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n° 2013-11 du 4 janvier 2013 relatif à la tarification et au financement des lieux de vie et d'accueil mentionnés à l'article D 316-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu l'arrêté n° AR 2010/55 en date du 15 février 2010 autorisant la création du lieu de vie et d'accueil "La Porte Bleue" sis à Fourneaux 23200 et son arrêté modificatif n° AR 2016/125 en date du 28 novembre 2016 transférant la gestion du lieu de vie et d'accueil à Monsieur VAUTRIN Paul, Henri ;

Vu l'arrêté 2018-22 du 02 mars 2018 concernant la dénomination du lieu de vie ;

Vu l'arrêté 2024-017 du 01 février 2024 concernant la capacité du lieu de vie ;

Vu la demande de renouvellement reçue le 20 février 2025 ;

Vu le courrier de réponse à la demande de renouvellement envoyé le 19 mars 2025 ;

Sur proposition du Directeur Général Adjoint des Services du Pôle Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1 : L'autorisation du lieu de vie Le RELAIS MARCHOIS situé à Fourneaux (23200), est renouvelée à compter du 15/02/2025.

La capacité de la structure est de 8 places.

La population accueillie est composée de mineurs de 6 à 18 ans et de majeurs de moins de 21 ans dans le cadre d'un contrat jeune majeur.

SLOW

Article 2 : L'autorisation est renouvelée pour une durée de quinze mois. Le renouvellement total ou partiel sera soumis au résultat de l'évaluation externe mentionnée par l'article L312-8 du code de l'action social et des familles

Article 3 : Conformément à l'article L 313-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles, cette autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'Aide Sociale à l'Enfance. »

Article 4 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa publication

Article 6 : Le Directeur Général des Services du Département, le Directeur Général Adjoint du Pôle Cohésion Sociale, Le responsable de la structure, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la collectivité.

POUR AMPLIATION

GUERET, le 15/05/2025

LA PRESIDENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Pour la Présidente du Conseil Départemental
et par délégation,
le Directeur Général Adjoint en charge
du Pôle Cohésion Sociale

Philippe METGE

Pour la Présidente du Conseil Départemental
et par délégation,
la Vice-Présidente,

Laurence Chevrons